

L'industrie veut retrouver la confiance des populations

Après les mesures de "Réponses", les patrons du GMIF souhaitent le retour du dialogue

Accusée de tous les maux, surtout en matière de pollution, l'industrie de la zone Fos-Etang de Berre veut redorer son blason. En lançant des dispositifs de réponses immédiates en cas d'incidents, en mettant en avant sa technicité, ses productions, mais aussi ses progrès continus en termes de maîtrise de ses émissions. Et en réfutant le "chantage à l'emploi", que lui rétorquent bien souvent les associations ou ses plus fervents adversaires. "L'industrie dans la zone Fos-Etang de Berre, c'est 80 000 emplois", rappelle Jean-Michel Diaz, président du GMIF.

Après la centaine d'actions à venir annoncées en décembre par le secrétariat permanent pour la prévention des pollutions industrielles (SPPPI), initiateur du projet Réponses (Lire La Provence du 13 décembre dernier), les chefs d'entreprise veulent restaurer la confiance avec les populations. Du moins les patrons membres du Groupement maritime et industriel de Fos et sa région (GMIF, le représentant de l'UPE 13 au sein de la filière industrielle et portuaire), qui souhaitent s'associer dans cette démarche. Sans prétendre que tout est parfait, ce qui serait contre productif, ils mettent en avant les progrès réalisés au fil des années. Ce que personne ne conteste non plus, tout comme l'incitation que représente la publication de normes de plus en plus sévères. "En 70 ans, la population a doublé dans les Bouches-du-Rhône, précise le responsable du GMIF. Et la pollution, qui résulte d'une combinaison de facteurs entre industrie, transports et logements a augmenté. Parmi ces trois facteurs, c'est l'industrie qui a indéniablement fait le plus de progrès, notamment en ce qui concerne la réduction du dioxyde de soufre, qui a été réduite de 95%." Lui, chiffre l'industrie à "30% de l'impact global en termes de pollution." "Là où certains voient l'avenir en difficulté, j'y mets au contraire beau-

coup d'espoir, dit-il. Parce qu'on voit que les possibilités de progrès sont multiples.

L'industrie, en investissant, a choisi de mettre avant ses avancées. Et Bertrand Baudet, directeur de Kem One à Lavéra, site spécialisé dans la production de plastique PVC, souligne la technologie de "son" usine : "En 2017, nous avons modifié notre procédé, ce qui a permis de réduire nos émissions de CO₂, équivalentes à celle d'une ville de 80 000 foyers, de 25%. Entre aujourd'hui et 2022, nous allons faire la même chose. En six ans, nos émissions de CO₂ auront donc diminué de moitié".

D'ici 2050, l'industrie s'est fixé l'objectif d'arriver à un bilan "zéro carbone", "ce qui ne pourra se faire que progressivement". "L'une des solutions, c'est de créer des plateformes industrielles, comme Piecto, reprend Jean-Michel Diaz. Parce qu'elles permettent aux différents sites de s'échanger des "utilités", des réseaux de vapeur par exemple.

"Allô industrie" sera mis en place début avril.

À ce titre, je maintiens que l'incinérateur a été construit des usines de Fos. C'est un outil performant, avec lequel d'autres industriels auraient pu échanger des produits issus de leurs fabrications."

Reste encore à tenir la population au courant de toutes ces considérations. "Nous voulons dialoguer de façon continue, argumente Marc Bayard, vice-président du GMIF. Nous avons des outils comme les Clié (les commissions locales d'échanges), les comités de suivi des sites, mais il manquait un organe de relation directe avec la population. C'est dans ce cadre que "réponses" est porteur d'avenir pour lui".

L'une de ses premières actions, en termes d'informations, sera le lancement en avril d'un site, "allô industrie". "À



Vivre, faire du sport, à côté des industries, comme ici à Fos-sur-Mer, c'est possible selon les chefs d'entreprise adhérents du GMIF. Ils défendent leurs progrès continus. / PHOTO SERGE GUÉROULT

l'heure des réseaux sociaux, il faut aller vite", poursuit Marc Bayard. D'où cet outil, auquel participeront les industriels volontaires. Sur une même plateforme, ils pourront avertir des manœuvres qui risquent d'engendrer du bruit ou des torchages. En cas d'incidents, ils préviendront d'un "tweet" que les informations utiles seront données sur ce même site. Le dispositif a déjà fait ses preuves au Havre, où il existe depuis quelques années, et vient d'être prolongé à Rouen, après la catastrophe de Lubrizol.

"C'est ainsi que nous concrétiserons notre volonté de transparence, conclut Jean-Michel Diaz. Et avec, le retour d'une confiance entre l'industrie et ses riverains".

ERIC GOUBERT



Marc Bayard, président de l'association "environnement-industrie", Jean-Michel Diaz, président du GMIF et Bertrand Baudet, directeur de Kem One à Lavéra. / PHOTO E.G.